

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 95 — 1204

[C-Mac — 16051]

29 MARS 1995. — Arrêté royal déterminant les modalités de transfert de certains membres du personnel du Ministère des Affaires économiques - Office central des Contingents et Licences - au Bureau d'intervention et de restitution belge

Albert II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses, notamment l'article 77;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget donné le 5 juillet 1994;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique donné le 5 juillet 1994;

Vu le protocole n° 206 du 1er mars 1995 du Comité des services publics nationaux, communautaires et régionaux (Comité B);

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3 § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent arrêté fixe les mesures d'exécution prévues par l'article 77 de la loi du 6 août 1993 portant des dispositions sociales et diverses, laquelle est entrée en vigueur le 1er janvier 1994; que ces mesures d'exécution doivent produire leurs effets à la même date; de plus que l'arrêté royal portant coordination de la loi du 10 novembre 1967 portant création du Bureau d'intervention et de restitution belge est intervenu le 3 février 1995 et que le personnel nécessaire doit être transféré simultanément avec le transfert des compétences; que dans ces conditions, le présent arrêté doit être pris sans délai;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques et de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. § 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par membres du personnel : les membres du personnel nommés à titre définitif de l'Office central des Contingents et Licences du Ministère des Affaires économiques, les stagiaires et les membres du personnel engagés par contrat de travail, à l'exclusion du personnel de nettoyage et de restaurant.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté :

1° les stagiaires sont considérés comme titulaires du grade pour lequel ils ont été admis au stage;

2° le membre du personnel engagé par contrat de travail est censé être titulaire du grade correspondant à l'emploi pour lequel il a été engagé ou, en cas de silence du contrat au sujet de cet emploi, du grade auquel est liée l'échelle de traitements dans laquelle son traitement est fixé.

Art. 2. Sont transférés au Bureau d'intervention et de restitution belge, en abrégé B.I.R.B., soit d'office, soit à leur demande, les membres du personnel chargés des missions du Service de la Politique agricole commune selon les modalités définies par le présent arrêté.

Art. 3. § 1er. Les membres du personnel, en service à la date du 31 décembre 1993, appartenant à la direction agricole à l'exception de ceux appartenant à la cellule "Comptabilité et liquidation des dossiers prélevements" du service et dont le nom figure à l'annexe I, sont transférés d'office au B.I.R.B.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 95 — 1204

[C-Mac — 16051]

29 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de wijze waarop bepaalde personeelsleden van het Ministerie van Economische Zaken - Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen - overgaan naar het Belgisch interventie- en restitutie bureau

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 augustus 1993 houdende sociale en diverse bepalingen, inzonderheid op het artikel 77;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting gegeven op 5 juli 1994;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken gegeven op 5 juli 1994;

Gelet op het protocol nr. 206 van 1 maart 1995 van het Comité van de nationale, gemeenschaps- en gewestelijke overheidsdiensten (Comité B);

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, van 16 juni 1989 en van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit de uitvoeringsmaatregelen vaststelt van het artikel 77 van de Wet van 6 augustus 1993 houdende sociale en diverse bepalingen, die op 1 januari 1994 in werking trad; dat deze uitvoeringsmodaliteiten op dezelfde datum uitwerking moeten hebben; dat bovendien het koninklijk besluit houdende coördinatie van de wet van 10 november 1967 houdende oprichting van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau op 3 februari 1995 is tot stand gekomen en dat het nodige personeel gelijktijdig met de overdracht van bevoegdheden dient over te gaan; dat in die omstandigheden dit besluit zonder uitstel moet worden genomen;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Economische Zaken en van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder de personeelsleden : de vastbenoemde personeelsleden van de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen van het Ministerie van Economische Zaken, de stagiairs en de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden met uitzondering van het schoonmaak- en restaurantpersoneel.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit :

1° worden de stagiairs geacht de graad te bekleden waarin zij tot de stage werden toegelaten;

2° wordt het personeelslid dat bij een arbeidsovereenkomst in dienst is genomen, geacht de graad te bekleden die overeenstemt met de betrekking waarvoor het personeelslid werd aangeworven of, indien de overeenkomst zich niet uitspreekt over deze betrekking, de graad waaraan de weddeschaal verbonden is waarin zijn bezoldiging is vastgesteld.

Art. 2. Worden naar het Belgisch interventie- en restitutiebureau, afgekort B.I.R.B., overgeheveld, hetzij van ambtswege, hetzij op hun verzoek : de personeelsleden die belast zijn met de opdrachten van de Dienst Gemeenschappelijk Landbouwbeleid, volgens de in dit besluit bepaalde voorwaarden.

Art. 3. § 1. De personeelsleden, in dienst op 31 december 1993, behorend tot de landbouwdirectie, behalve die behorend tot de cel "Boekhouding en vereffening van de dossiers heffingen" van de dienst en waarvan de namen vermeld zijn in bijlage I, worden van ambtswege naar het B.I.R.B. overgeheveld.

§ 2. Il est fait un appel aux volontaires parmi les membres du personnel affectés aux services financiers et logistiques de l'O.C.C.L. dont l'activité principale est liée à l'exercice d'une des compétences suivantes :

- paiement et enregistrement de restitutions, de montants compensatoires d'adhésion à l'importation et à l'exportation, de montants compensatoires monétaires à l'importation et à l'exportation;
- perception et enregistrement de la caution pour non utilisation de certificats agricoles C.E.E.;
- rédaction des déclarations mensuelles ou annuelles au F.E.O.G.A.;
- exécution du contrôle interne;
- gestion du contentieux judiciaire.

Leur nombre est limité à 34 selon la ventilation des emplois reprise à l'annexe II.

§ 3. Les demandeurs qui possèdent la qualification requise sont classés par niveau, grade et rôle ou régime linguistique et désignés dans cet ordre à une fonction correspondant à leur grade :

- 1° les agents de l'Etat;
- 2° les stagiaires;
- 3° les membres du personnel engagés par contrat de travail.

Dans chacun des groupes cités à l'alinéa précédent, les membres du personnel sont classés de la façon suivante :

- 1° Le membre du personnel le plus élevé en grade;
- 2° à grade égal le membre du personnel le plus ancien en grade;
- 3° à égalité d'ancienneté de grade, le membre du personnel dont l'ancienneté de service est la plus grande;
- 4° à égalité d'ancienneté de service, le membre du personnel le plus âgé.

§ 4. Le critère d'ancienneté de grade ne s'applique pas au membre du personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire de l'Etat.

L'ancienneté de service du membre du personnel n'ayant pas la qualité de fonctionnaire de l'Etat, comprend la période durant laquelle il a fait partie d'un ministère en tant que titulaire d'une fonction à prestations complètes, en quelque qualité que ce soit et sans interruption volontaire.

§ 5. Dans le cas où il n'y aurait pas d'agents volontaires ou que le nombre fixé au § 2 ne serait pas atteint, les membres du personnel visés dans ledit paragraphe sont désignés d'office aux emplois vacants dans l'ordre inverse de classement de celui fixé au § 3.

Art. 4. Le transfert des membres du personnel visés à l'article 3, § 2, est communiqué via une note de service dans laquelle il est demandé à ceux-ci de faire savoir par écrit et dans les trente jours s'ils souhaitent être transférés au B.I.R.B.

Ils adressent leur demande directement au Directeur général des Services généraux, qui en accuse réception.

Art. 5. Les membres du personnel visés à l'article 3, § 2, sont transférés par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres sur proposition conjointe du Ministre des Affaires économiques et du Ministre de l'Agriculture.

Art. 6. Les membres du personnel sont transférés selon leur rôle ou régime linguistique. Ces transferts ne sont pas de nouvelles nominations.

Les membres du personnel sont transférés dans leur grade ou dans un grade équivalent de même rang.

Ils conservent leur ancienneté administrative et pécuniaire.

Ils conservent également leur régime pécuniaire ou bénéficient d'un régime pécuniaire équivalent.

Ils conservent également les indemnités complémentaires qui leur étaient octroyées dans leur service d'origine.

Le personnel sous régime contractuel est transféré avec le maintien des droits et obligations résultant de son contrat d'engagement.

Art. 7. Lorsque des membres du personnel sont chargés de l'exercice d'une fonction supérieure à l'O.C.C.L., il est uniquement tenu compte pour leur transfert de leur grade statutaire. Si au B.I.R.B., ils sont à nouveau chargés, dès la date de leur transfert et sans interruption, de l'exercice de la même fonction supérieure que celle qu'ils ont exercée à l'O.C.C.L., ils sont censés poursuivre l'exercice de la fonction supérieure pour l'application de l'arrêté royal du 8 août 1983 relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat.

§ 2. Er wordt een beroep gedaan op de vrijwilligers onder de personeelsleden die zijn ingedeeld bij de financiële en logistieke diensten van de C.D.C.V., van wie de hoofdactiviteit verbonden is aan de uitoefening van een van onderstaande bevoegdheden :

- betaling en boeking van restituties, compenserende bedragen toetreding bij in- en uitvoer, monetaire compenserende bedragen bij in- en uitvoer;
- inning en boeking van de borg voor niet-gebruik van EEG-landbouwcertificaten;
- opstellen van de maand- of jaaraangiften voor het E.O.G.F.L.;
- verrichten van interne controle;
- beheer van de gerechtelijke geschillen.

Hun aantal wordt beperkt tot 34, volgens de verdeling van de betrekkingen, vermeld in bijlage II.

§ 3. De aanvragers die de vereiste kwalificatie bezitten worden per niveau, graad en taalrol of -stelsel gerangschikt en in die orde aangewezen voor een met hun graad overeenstemmende betrekking :

- 1° de rijksambtenaren;
- 2° de stagiairs;
- 3° de bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen personeelsleden.

In elk van de in vorig lid genoemde groepen worden de personeelsleden als volgt gerangschikt :

- 1° het personeelslid dat het hoogst in graad is;
- 2° bij gelijke graad het personeelslid met de grootste graadanciënniteit;
- 3° bij gelijke graadanciënniteit het personeelslid met de grootste dienstanciënniteit;
- 4° bij gelijke dienstanciënniteit, de oudste in leeftijd.

§ 4. Het criterium van de graadanciënniteit wordt niet toegepast voor het personeelslid dat niet de hoedanigheid van rijksambtenaar heeft.

De dienstanciënniteit van het personeelslid dat niet de hoedanigheid van rijksambtenaar heeft, omvat de tijd gedurende welke het in enige hoedanigheid en zonder vrijwillige onderbreking deel heeft uitgemaakt van een ministerie als titularis van een ambt met volledige prestaties.

§ 5. Ingeval er geen vrijwilligers zouden zijn of het aantal bepaald in § 2 niet zou worden bereikt, worden de in genoemde paragraaf bedoelde personeelsleden van ambtswege aangewezen tot de vacante betrekkingen, in omgekeerde volgorde van de rangschikking bepaald in § 3.

Art. 4. De overdracht van de in artikel 3, § 2, vermelde personeelsleden wordt ter kennis gebracht bij een dienstorder waarin zij worden verzocht schriftelijk en binnen dertig dagen te doen weten of zij wensen te worden overgedragen naar het B.I.R.B.

Ze richten hun aanvraag rechtstreeks tot de Directeur-generaal van de Algemene Diensten die de ontvangst ervan bericht.

Art. 5. De personeelsleden bedoeld in artikel 3, § 2, worden overgedragen bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit genomen op de gezamenlijke voordracht van de Minister van Economische Zaken en van de Minister van Landbouw.

Art. 6. De personeelsleden worden overgedragen volgens hun taalrol of -stelsel. Deze overdrachten zijn geen nieuwe benoemingen.

De personeelsleden worden in hun graad of in een gelijkwaardige graad van dezelfde rang overgeheveld.

Ze behouden hun administratieve en geldelijke anciënniteit.

Ze behouden ook hun bezoldigingsregeling of verkrijgen een gelijkwaardige bezoldigingsregeling.

Zij behouden eveneens de aanvullende vergoedingen die hun werden toegekend in hun dienst van oorsprong.

Het personeel dat onder contract is aangeworven wordt overgeheveld met behoud van de rechten en plichten die uit dit contract voortvloeien.

Art. 7. Voor de personeelsleden die in de C.D.C.V. belast zijn met de uitoefening van een hoger ambt, wordt voor hun overdracht alleen rekening gehouden met hun statutaire graad. Indien zij in het B.I.R.B. vanaf de datum van de overdracht zonder onderbreking opnieuw worden belast met de uitoefening van hetzelfde hoger ambt als hetgeen zij in de C.D.C.V. uitoefenden, worden zij voor de toepassing van het koninklijk besluit van 8 augustus 1983 betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen geacht het hoger ambt verder uit te oefenen.

Art. 8. Les membres du personnel de l'O.C.C.L. transférés au B.I.R.B. y conservent le dernier signalement qui leur a été attribué. Ce signalement demeure valable jusqu'à l'attribution d'un nouveau signalement. Si, à la date de son transfert, un membre du personnel a introduit une demande en révision de son signalement, la procédure est poursuivie au B.I.R.B.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables aux membres du personnel de niveau 4 ayant fait l'objet d'une mention défavorable.

Art. 9. § 1er. Les membres du personnel de l'O.C.C.L. lauréats au Ministère des Affaires économiques d'un concours d'accession au niveau supérieur ou d'un examen d'avancement de grade, conservent au B.I.R.B. les titres à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite d'un de ces examens.

Pour leur classement, ces lauréats sont censés avoir présenté le concours ou l'examen au B.I.R.B.

§ 2. Si les procès-verbaux des concours ont été clos à la même date, les lauréats sont classés entre eux comme s'ils avaient participé au même concours.

Si les procès-verbaux des concours ont été clos à des dates différentes, priorité est donnée aux lauréats du concours dont le procès-verbal est clos à la date la plus ancienne.

§ 3. Si, à la date du transfert, un concours d'accession au niveau supérieur ou un examen d'avancement auquel le membre du personnel peut participer, est annoncé au Ministère des Affaires économiques, ledit membre du personnel conserve le droit à la participation, même s'il est transféré durant le déroulement de l'examen.

Le paragraphe 1er du présent article s'applique au membre du personnel ayant réussi à un concours ou examen visé au premier alinéa.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1994.

Art. 11. Notre Vice-premier Ministre et Ministre de la Justice et des Affaires économiques et Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Annexe I : Services transférés intégralement (article 3)

— Direction agricole de l'O.C.C.L. - 114 membres du personnel dont 76 définitifs (D) et 38 contractuels (C).

liste des noms par niveau et par régime linguistique ou rôle linguistique

Niveau	F	N	Total/Totaal
1	9	3	12
2+	—	—	—
2	21	21	42
3	29	25	54
4	4	2	6
Total/Totaal	63	51	114

Art. 8. De personeelsleden van de C.D.C.V. die overgedragen worden naar het B.I.R.B. behouden aldaar de laatste beoordeling die hen werd toegekend. Die beoordeling blijft geldig tot de toekenning van een nieuwe beoordeling. Indien een personeelslid op de datum van zijn overdracht een beroep tegen de hem toegekende beoordeling heeft ingesteld, wordt dit beroep in het B.I.R.B. afgehandeld.

De bepalingen van het vorig lid gelden ook voor de personeelsleden van niveau 4 die een ongunstige vermelding gekregen hebben.

Art. 9. § 1. De personeelsleden van de C.D.C.V. die in het Ministerie van Economische Zaken geslaagd zijn voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau of voor een examen voor verhoging in graad, behouden in het B.I.R.B. de aanspraken op bevordering die zij door het slagen voor een van die examens hebben verworven.

Voor hun rangschikking worden ze geacht het vergelijkend examen of examen te hebben afgelegd in het B.I.R.B.

§ 2. Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op dezelfde datum is afgesloten, worden de geslaagden onderling gerangschikt alsof het om eenzelfde examen ging.

Indien het over vergelijkende examens gaat waarvan het proces-verbaal op verschillende data is afgesloten, wordt voorrang verleend aan de geslaagden voor het examen waarvan het proces-verbaal op de verst afgelegen datum is afgesloten.

§ 3. Wanneer in het Ministerie van Economische Zaken op datum van de overdracht een vergelijkend examen voor de overgang naar het hogere niveau of een examen voor verhoging in graad aangekondigd is waaraan het personeelslid kan deelnemen, behoudt het het recht op deelneming, ook al wordt het tijdens de afwikkeling van het examen overgedragen.

Paragraaf 1 van dit artikel is van toepassing op het personeelslid dat geslaagd is voor een in het eerste lid bedoeld vergelijkend examen of examen.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1994.

Art. 11. Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en van Economische Zaken en Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en van Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,
A. BOURGEOIS

Bijlage I : Integraal overgedragen diensten (artikel 3)

— Landbouwdirectie van de C.D.C.V. - 114 personeelsleden waarvan 76 vastbenoemden (D) en 38 contractuelen (C).

lijst van de namen per niveau en per taalrol of -stelsel

STATUTAIRES

Rôle français - Franse taalrol

		N° matricule Stamnummer
Niveau 1		
Boret Ferdinand	conseiller adjoint	4307/197/09
Devriendt Gaston	conseiller	4809/286/26
Hanon Michel	secrétaire d'administration	4810/417/90
Houard Didier	conseiller adjoint	5707/250/61
Landa Camille	secrétaire d'administration	4807/540/26
Lecocq Catherine	secrétaire d'administration	6208/421/33
Normand Jacques	secrétaire d'administration	4310/301/09
Semal Martine	secrétaire d'administration	5311/367/35
Niveau 2		
Baek Raymonde	chef administratif	4008/088/48
Cornet Michel	assistant administratif	5910/420/16
Dermien Fabrice	assistant administratif	5804/125/33
Frix Suzanne	assistant administratif	5203/090/10
Habran Claude	chef administratif	3602/129/34
Jadot Lucienne	chef administratif	4903/306/53
Jadoul-Dive Viviane	assistant administratif	4703/116/71
Laloux Daniel	chef administratif	4312/106/68
Latour Daniel	assistant administratif	5802/621/81
Opdenberg Micheline	chef administratif	3808/026/97
Poncelet Fernande	assistant administratif	3712/128/35
Tiroul Fabienne	assistant administratif	6306/563/11
Vancoppenolle Monique	assistant administratif	5409/512/16
Vandevoorde Martine	assistant administratif	5709/087/55
Van Dyck Serge	chef administratif	4804/339/26
Niveau 3		
Baert Jeannine	commis	4802/244/65
Beaufort Annie	commis	5303/021/31
Courtois Colette	commis	5412/247/35
De Hasque Christine	commis	5312/006/92
Detienne Maurice	commis	4801/069/54
Dewolf Florence	commis	4704/452/49
Elsen Josepha	commis	3710/253/03
Feron Michel	commis	6209/094/27
Gelinne Jean-Louis	commis	5312/069/58
Lawalree Christine	commis	5008/363/59
Massart Bernadette	commis	5011/112/92
Mievis Judith	commis	5011/123/06
Nitelet Carmen	commis	5508/045/94
Piwowarow Wladimir	commis	5009/382/11
Salpateur François	commis	5303/410/32
Servranckx Nadine	commis	4803/043/88
Thonnard Roger	commis principal de comptabilité	4908/337/40
Wanlin Joseph	commis	3911/117/77
Niveau 4		
Meert René	ouvrier qualifié A	4304/307/29
Nys Mireille	beambte	5208/069/42

CONTRACTUELS

Rôle français - Franse taalrol

		N° matricule Stamnummer
Niveau 1		
Vincent Luc	secrétaire d'administration	6007/587/86
Niveau 2+		
—		
Niveau 2		
Collette Noella	assistant administratif	6412/245/60
Dessy Sandra	assistant administratif	6607/618/72
Langhoor Philippe	assistant administratif	6904/502/42
Mariani Muriel	assistant administratif	6804/344/85
Pauly Francis	assistant administratif	4912/462/91
Smeets Stéphane	chimiste	6706/487/04

STATUTAIREN

Nederlandse taalrol - Rôle néerlandais

		N° matricule Stamnummer
Niveau 1		
Kinnaert Luc	bestuurssecretaris	6206/494/46
Luyckx Rose-Marie	bestuurssecretaris	6205/640/65
Van De Weyer Claudine	bestuurssecretaris	5805/611/64
Niveau 2		
Aeyels Jan	bestuursassistent	5511/206/54
Caron Gaston	bestuurschef	4709/056/94
Cautiaert Linda	bestuursassistent	6006/032/83
De Jaeghere Cécile	bestuursassistent	5012/112/25
De Rouck Arlette	bestuursassistent	6001/295/02
Holderbeke Nadia	bestuursassistent	5911/403/29
Jacobs Margot	bestuursassistent	6406/532/70
Marechal Hélène	bestuursassistent	5102/158/55
Pallen Petra	bestuursassistent	6901/321/62
Poot Patrick	bestuursassistent	5409/407/08
Snoeck Luc	bestuurschef	4802/094/12
Van Hecke Freddy	bestuurschef	4510/121/09
Vissers Hildegarde	bestuursassistent	6310/182/41
Vissers Jozef	bestuursassistent	5305/531/19
Niveau 3		
Beernaert Sonia	e.a. boekhoudingsklerk	4803/268/22
Bienvu Brigitte	klerk	6011/029/36
Briessen Nicole	klerk	4610/265/49
Cnudde Marcel	klerk	4907/220/87
De Brouwer Marc	klerk	5102/113/10
Deronge Hendrik	klerk	5912/451/10
Hermans Gyzelle	klerk	5007/129/86
Mathay Guy	klerk	4906/298/38
Pauwels Marie-Jeanne	klerk	4009/140/33
Reyniers Eddy	e.a. boekhoudingsklerk	5503/002/95
Sterke Jeannine	e.a. boekhoudingsklerk	5312/097/86
Van Audenhove Diane	klerk	5403/092/95
Van Coppennolle Piet	e.a. boekhoudingsklerk	6006/025/76
Vernailen Monique	klerk	4903/027/65
Verdickt André	e.a. boekhoudingsklerk	5411/292/50
Niveau 4		
Engels Annie	beambte	5311/415/83

CONTRACTUELEN

Nederlandse taalrol - Rôle néerlandais

		N° matricule Stamnummer
Niveau 1		
—		
Niveau 2+		
—		
Niveau 2		
Buteneers Carine	bestuursassistent	6701/415/73
Delvaux Nicole	bestuursassistent	6112/494/39
Maas Marleen	bestuursassistent	6710/411/48
Swinen Tessa	bestuursassistent	7211/003/23
Van Der Heyden Jo	bestuursassistent	7106/262/42
Verbaanderd Walter	bestuursassistent	6702/571/65
Vermassen Veerle	bestuursassistent	6404/661/42

Niveau 3		
Declerck Serge	commis	6007/585/84
Feron Marianne	commis	5802/200/48
Gillain Françoise	commis	6505/459/57
Ketelers Christine	commis	6806/211/12
Leonard Paulette	commis	5208/521/09
Michaux Isabelle	commis	6507/535/96
Parein Patricia	commis	6412/460/81
Petitjean Suzanne	commis	5203/552/84
Piette Carine	commis	6506/460/88
Uytenhoef Soraya	commis	6708/549/29
Vandervost Dominique	commis	6212/183/12
Niveau 4		
Plancq Jean-Marie	agent administratif	5904/576/89
Wauters Micheline	manceuvre B	5502/475/53

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 29 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,

M. WATHELET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Annexe II : Services transférés partiellement (article 4)

— Services financiers et logistiques - 34 membres du personnel

Niveau 3		
Corvers Kathleen	klerk	5706/437/24
De Swaef Hilde	klerk	6505/598/02
Haenen Carine	klerk	6403/482/27
Laenen Marina	klerk	6005/590/29
Laevers Bernadette	klerk	3704/248/12
Mertens Kathleen	klerk	6408/447/45
Peetermans Mireille	klerk	5307/542/90
Sergeant Anne-Marie	klerk	6304/560/45
Thewis Jozef	klerk	6406/113/09
Wauters Godelieve	klerk	4503/381/59
Niveau 4		
Dooms Irène	beambte	3804/261/18

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 29 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en van Economische Zaken,

M. WATHELET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,
A. BOURGEOIS

Bijlage II : Gedeeltelijk overgedragen diensten (artikel 4)

— Financiële en logistieke diensten - 34 personeelsleden

Niveau	Grade/Graad	F	N	Total/Totaal
1	— Directeur	—	1	1
	— Afdelingschef boekhouding / Chef Division comptable	1	—	1
	— Adjunct-adviseur / Conseiller adjoint	1	—	1
	— Inspecteur revisor / Inspecteur reviseur	—	1	1
	— Bestuurssecretaris / Secrétaire d'administration	1	3	4
2+	—	—	—	—
2	—	2	7	9
3	—	6	9	15
4	— Beambte / Agent administratif	1	1	2
Total/Totaal		12	22	34

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 29 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de la Justice et des Affaires économiques,

M. WATHELET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,
A. BOURGEOIS

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 29 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Justitie en van Economische Zaken,

M. WATHELET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,
A. BOURGEOIS